

Ultimatum baluba aux Européens et policiers de Kabalo

De fortes concentrations rebelles sont signalées dans le nord du Katanga où la situation demeure critique, selon les observateurs

(Afp). — Le parti « balubakat » qui dirige la rébellion contre le régime Tshombé, vient d'adresser un ultimatum aux européens et aux policiers katangais pour qu'ils évacuent totalement Kabalo avant cinq jours, a révélé hier après-midi le porte-parole du ministère katangais de l'information.

Kabalo, l'un des principaux fiefs de la rébellion, est située dans la zone du nord Katanga neutralisée par l'ONU à environ 600 kilomètres au nord d'Élisabethville.

Toujours selon le porte parole, les chefs Baluba de Manono, Malemba, Nkulu et Ankoro, se sont récemment

réunis à Kabalo, où les forces de l'ONU sont représentées par des unités éthiopiennes, et on annonce que si dans un délai de cinq jours, les quelques européens demeurés à Kabalo et les forces de la police katangaise n'ont pas été évacués, leurs troupes passeraient à l'attaque. Les « casques bleus » ont

été informés que, s'ils s'interposaient, ils seraient également attaqués.

On laisse entendre dans les milieux bien informés de la capitale katangaise, qu'il n'est pas question que la police katangaise évacue Kabalo, et que si besoin est, elle sera appuyée par des éléments de renfort stationnés dans la

région de Kongolo, à une centaine de kilomètres au nord de Kabalo.

Une patrouille nigérienne s'est heurtée à un barrage dressé par des rebelles Baluba sur la route de Kamina à Monono, confirme-t-on à Léopoldville dans les milieux de l'ONU. Devant l'attitude manœuvrière des Baluba, les Nigériens ont fait usage de leurs armes. Quatre soldats ont été légèrement blessés au cours de l'engagement, tandis que les Baluba laissaient douze morts sur le terrain.

C'est la première fois depuis leur arrivée au Congo que les soldats du contingent nigérien se trouvent « engagés » dans une action armée.

Me Isorni, défenseur d'Alain de Sérigny UNE MESURE POUR RIEN AU PROCES

(Afp). — Vingt-cinq articles, parus dans le journal « L'Echo d'Alger » durant la semaine insurrectionnelle de janvier dernier, restent encore à lire pour l'édification du tribunal permanent des forces armées, lorsque le président André Thiriet ouvre la 7^{me} journée consacrée à l'interrogatoire d'Alain de Sérigny.

C'est toujours le même processus : après que le président, d'une voix fa-

tiguée, eut donné connaissance d'un texte incriminé, l'accusé prend la parole mais ses explications ne diffèrent pas de celles qu'il a amplement fournies au tribunal depuis une semaine.

De même, le spectacle est identique à celui qui se déroulait dans le prétoire tous ces derniers jours. Les dossiers noirs sur lesquels se trouvent collées des pages entières de « L'Echo d'Alger » ainsi que des pages d'autres journaux algérois passent des mains du président à celles des juges militaires.

Et c'est alors que l'on commençait à sommeiller dans la salle d'audience, que Me Isorni, défenseur d'Alain de Sérigny, demande à intervenir. Il a des conclusions à déposer au sujet d'un article incriminé publié le 20 janvier dans les colonnes de « L'Echo d'Alger ». Cet article est de M. Georges Bidault qui y rappelait une phrase prononcée par M. Michel Debré : « Quiconque porte atteinte à l'intégrité du territoire national commet un acte illégal et se met hors la loi ».

« Or, déclare Me Isorni, l'acte d'accusation attribue cette phrase à l'auteur de l'article incriminé, c'est-à-dire à M. Georges Bidault. Je demande donc au tribunal de donner acte de cette « erreur » et quand je dis « erreur », je devrais dire plutôt « machination ». Car on a volontairement supprimé trois

lignes dans l'article retenu, précisément les trois lignes où M. Bidault rappelait que l'auteur de cette phrase était le premier ministre lui-même.

L'avocat ajoute que tout au long des diverses étapes de la procédure qui a conduit à l'établissement de l'acte d'accusation, cette « erreur », bien que signalée à chaque fois, a été maintenue. Elle a même reçu, dit Me Isorni, l'approbation du garde des Sceaux à qui avait été transmis le dossier. Et le défenseur d'Alain de Sérigny conclut : « Il y a là un mystère qui doit être éclairci ».

Pour le général Gratien Gardon, commissaire du gouvernement, il s'agit là d'une simple erreur matérielle sur le plan de la procédure. Mais le tribunal qui a bien étudié le texte incriminé rejette la demande avec ce motif : « attendu qu'il ne résulte pas de l'analyse grammaticale que l'auteur de la phrase soit nommément désigné ».

L'incident étant réglé, l'audience retombe dans sa torpeur. Le président reprend pendant quelques instants la lecture des extraits de « L'Echo d'Alger », puis renvoie l'audience à aujourd'hui. On en finira alors avec l'interrogatoire de M. de Sérigny et les débats seront sans doute reportés au lundi 5 décembre pour l'audition des témoins.

Aux Etats-Unis, le FBI a arrêté un espion qui est un gradué de l'Université de Berne

(Reuter). — Les hommes du FBI ont arrêté mardi à New York le docteur Robert Soble, un médecin de 60 ans, qui est accusé d'avoir conspiré pour voler des secrets de la défense nationale et les livrer aux Soviétiques. Il s'agit du frère de Jack Soble, qui purge une peine de 7 ans de prison pour espionnage. Le docteur Soble a été arrêté à Orangeburg, alors qu'il sortait de l'hôpital où il travaillait depuis 1954.

Le Dr Robert Soble est d'origine lithuanienne. Il avait émigré aux USA en 1941 et avait acquis la nationalité américaine en 1947. Il avait obtenu son doctorat en médecine à l'Université de Berne, en Suisse.

Le président Bétancourt accuse l'extrême-gauche

(Afp). — Le calme semble rétabli à Caracas. Le centre de la capitale a repris l'aspect de tous les jours. La cité universitaire où règne toujours une certaine effervescence est ouverte de nouveau à la circulation et seuls quelques points névralgiques habituels, lycées et quartiers populaires, sont surveillés

par la troupe demeurée toute la nuit en état d'alerte.

Il est vrai que, depuis minuit, il ne cesse de pleuvoir et dans l'histoire des manifestations de Caracas, la pluie a toujours été une sûre auxiliaire des forces de l'ordre pour disperser les manifestants.

Mais quels sont ceux qui sont à l'origine des désordres ? Dans son discours prononcé hier annonçant la suspension partielle des garanties constitutionnelles, le président Bétancourt a nettement accusé le parti communiste et le « Mouvement de la gauche révolutionnaire » d'en être les instigateurs. Ceux-ci suivraient un plan bien établi visant à renverser le gouvernement constitutionnel pour lui substituer un régime de type castriste. Il est indéniable que la personnalité de Fidel Castro et la révolution cubaine jouissent d'une grande popularité parmi les étudiants vénézuéliens et les partis d'extrême gauche ne manquent pas d'exploiter au maximum ces penchants de la jeunesse toujours disposée à se faire l'écho de slogans préfabriqués. Les dirigeants extrémistes créent ainsi un climat d'insécurité et fomentent des troubles à peu de frais en poussant des gosses dont les plus vieux n'ont pas quinze ans à affronter les forces de l'ordre dont l'action ne peut être que modérée face à ces gamins.

André Rougemont.



Notre bélino : un instantané pris pendant les incidents de Caracas.

Un vaccin altéré provoque des décès en masse

(Afp). — Deux petites filles de neuf et de six ans qui avaient été vaccinées contre la rage avec le vaccin « mortel » fabriqué par le département de l'hygiène de l'Etat de Ceara sont mortes la nuit dernière.

Le bilan des victimes du vaccin dépasse donc maintenant vingt morts cependant que 108 personnes qui avaient subi le même traitement contre la rage sont dans un état désespéré.

Toutes les doses du vaccin « mortel » qui se trouvaient à Fortaleza ont été

transportées à Rio de Janeiro pour examen. L'institut Pasteur de Sao Paulo a envoyé à Ceara par avion, 50.000 flacons de vaccin pour remplacer le produit altéré qui a semé le deuil dans nombre de familles.

Un écrivain est mort

(Afp). — L'écrivain noir Richard Wright est mort subitement la nuit dernière d'un infarctus du myocarde. Il avait été hospitalisé samedi sur indication de son médecin traitant dans une clinique parisienne.

Richard Wright souffrait de troubles gastriques et rien ne pouvait laisser prévoir une mort aussi foudroyante. Il avait publié récemment aux éditions Julliard, sous le titre « Fishbelly », un livre consacré au problème noir.

★ (Reuter) — Le premier ministre soviétique, M. Khrouchtchev, a assisté, mardi soir, à Moscou, à une réception offerte par le prince Norodom Sihanouk qui séjourne actuellement dans la capitale soviétique.

Actualités...

Sommel africain

Quelques semaines avant le rendez-vous de Brazzaville, les chefs de gouvernement des jeunes Etats africains ont eu l'occasion de mettre sur pied le programme commun qu'ils entendent adopter vis-à-vis des problèmes internationaux. Cette occasion, c'était l'indépendance de la Mauritanie, les fêtes qui se sont déroulées dimanche à Nouakchott, dans cette ville encore envahie par les sables, où les buildings ne sont encore que des pancartes indiquant : « Ici, se dressera le bâtiment réservé au ministère des finances ». Une fois les lampions éteints, les leaders des anciennes colonies françaises se sont retrouvés autour d'une table ronde. Autour de la vedette du jour, M. Moktar Ould Daddah, premier ministre du nouvel Etat indépendant, il y avait le délégué du Sénégal, M. Léopold Senghor, le président du Conseil de l'Entente M. Houphouët-Boigny, le premier nigérien Hamani Diori, M. Hubert Maga, premier ministre du Dahomey, et son collègue de Haute-Volta, M. Yameogo. Mais l'homme fêté fut surtout l'envoyé de M. Bourguiba : M. Masmoudi. La prise de position de la Tunisie, jusqu'ici peu intéressée par les problèmes de l'Afrique noire, sa prise de position en faveur de la Mauritanie lui vaut une grande popularité auprès des pays situés au sud du Sahara. Aucune déclaration n'a été faite à l'issue de cette réunion mais, sans doute, Michel Debré, qui a rencontré ses collègues africains (non autour de la table ronde, mais dans les salons et les jardins), a-t-il pu, à son retour, faire un rapport assez instructif à l'Élysée.

En effet, le débat sur l'Algérie s'ouvrira dans une semaine à l'ONU et l'attitude des pays de la Communauté et de l'Afrique noire en général sera révélatrice. On prête à MM. Mamadou Dia et Houphouët-Boigny l'intention d'un voyage à New York, ceci afin de déposer un projet de résolution non seulement sur l'Algérie mais aussi sur d'autres problèmes africains, comme la solution du problème congolais.

Il semble, et à ce propos, il n'est pas inutile de souligner combien la résolution des « 28 Afro-Asiatiques » est modérée dans le débat actuel sur la liquidation du colonialisme, il semble que les pays africains, tout en recommandant la reprise des négociations avec le FLN, adopteront une attitude raisonnable ; la politique courageuse du président de Gaulle ne sera pas désapprouvée. Et là si nous avons, une fois encore, insisté sur le rôle de leader joué par la Tunisie, ce n'est pas pour rien : le président Bourguiba, depuis une semaine, multiplie les déclarations et les interviews. A chaque fois, il recommande à tous de soutenir l'homme qui veut construire l'Algérie algérienne. A Nouakchott, c'est la thèse que M. Masmoudi n'a pas eu de peine sans doute à faire prévaloir.

M. Bowles, ministre ?

(AFP) — Le président élu a annoncé aux représentants de la presse que M. Chester Bowles, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Inde, qui a été, pendant la campagne électorale, le conseiller pour les affaires étrangères de M. John Kennedy, se verra offrir un poste dans la nouvelle administration.

M. Kennedy, qui venait d'avoir un entretien avec M. Bowles, n'a pas précisé quelles fonctions il comptait confier à ce dernier.

Vingt-quatre heures en Suisse

Après une agression

(Ag.). — La police est parvenue à identifier et à arrêter l'individu qui, il y a une semaine à Mies, avait tenté de la pudeur d'une fillette, avait tenté de l'étrangler et l'avait frappée à la tête.

Il s'agit d'un jeune individu de 24 ans, qui a fait des aveux complets. L'enquête se poursuit afin de savoir si celui-ci n'a pas d'autres méfaits sur la conscience.

★ (Ag.). — Dans sa séance de mardi, le Conseil fédéral a décidé de soumettre à l'appréciation des gouvernements des cantons et des associations économiques un avant-projet de loi fédérale sur le cinéma, élaboré par le Département de l'intérieur.

Le charme oriental...

... de la gracieuse reine Sirikit de Thaïlande a de nouveau opéré au cours de la visite qu'elle a faite, en compagnie de son mari, au centre de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge à Genève, visite qui a eu lieu avant-hier. On sait que les souverains séjournent depuis un certain temps dans notre pays.



★ (Ag.). — A l'occasion de la fête nationale yougoslave, l'ambassadeur de Yougoslavie à Berne, M. Slaven Smolodak, a offert, mardi soir, une grande réception.

EICHMANN :

des mémoires qui sont un aveu

(Reuter) — « Life » publie la seconde partie des mémoires d'Adolf Eichmann, ancien officier d'Adolphe Hitler, qui va être jugé en Israël pour avoir ordonné l'exécution de millions de Juifs en Allemagne pendant la guerre. Ces mémoires, rappelés-ils, ont été recueillies en Argentine par un journaliste allemand avant son arrestation par des agents israéliens.

Eichmann rapporte qu'en 1944, Himmler l'a autorisé à échanger un million de Juifs contre dix mille camions. Si les dirigeants juifs de la Hongrie contrôlée par les Nazis avaient fourni les camions, un million de Juifs auraient pu fuir dans des pays neutres, mais l'affaire ne fut pas conclue. « En fait, aucun pays au monde n'aurait été disposé à accueillir les Juifs, même pas ce million ». (Dans son commentaire, « Life » déclare : « C'était malheureusement vrai, même pour les Etats-Unis ».)

Pendant la bataille de Budapest, écrit encore Eichmann, « j'ai formé une chaîne humaine de Juifs pour amener depuis un dépôt les obus auprès des troupes nazies ».

Alors que l'effondrement de l'armée nazie était proche, Eichmann a dit à ses collaborateurs : « C'est avec joie que je vais sauter dans ma tombe, en sachant que 5 millions d'ennemis du Reich ont déjà péri comme des animaux ». Il ajoute que ces paroles lui ont procuré une extraordinaire sensation d'exaltation.

Himmler tenait beaucoup à cet échange de Juifs contre des camions afin de pouvoir motoriser deux divisions SS. « Ces divisions étaient bien plus importantes que les vies de quelques Juifs. Que pouvaient lui faire un million de Juifs ? J'ai dit aux dirigeants juifs de Hongrie : quand vous aurez livré les dix mille camions, la machine à liquider d'Auschwitz s'arrêtera ».

Quand les forces alliées ont pénétré en Allemagne, Eichmann s'est retiré dans les Alpes autrichiennes avec quelques hommes et de l'équipement. Plus tard, il s'est rendu à des officiers américains en se faisant passer pour Otto Eckmann. Il s'est aussi fait appeler Otto Henninger. « Je savais que les Alliés recherchaient Eichmann mais, par bonheur, j'ai toujours été un tout petit peu plus intelligent que le C.I.C. (Counter Intelligence Corps) ».